

Lettre d'information de la FAO Sénégal

perspectives

Sécurité Alimentaire

Editorial



©FAO/Sandy Haesner

Ce premier trimestre de l'année 2014 à la FAO Sénégal a encore une fois été riche en événements et sous le signe de la diversité et de l'action dans des domaines aussi variés que l'utilisation raisonnée des pesticides, la poursuite du dialogue sur la problématique foncière et son impact sur la sécurité alimentaire, la célébration de la journée de la femme et des réalisations de « *Maman Africa* » dans le micro-jardinage au rond-point de Liberté 6 et la visite des sites bénéficiaires de production de riz à Kédougou dans le cadre du partenariat étroit entre le gouvernement, la FAO, le PAM et le Brésil.

Le mois de mars a aussi été marqué par la fin de la première phase de la coopération tripartite unissant le Sénégal, la FAO et la Chine dans le domaine agricole. Une coopération basée sur l'expérience ancestrale de la Chine ayant réussi son

développement économique grâce à une politique agricole forte basée sur l'innovation technologique, la réforme agraire, la prise en compte des phénomènes climatiques, la généralisation des bonnes pratiques agricoles, la maîtrise de l'eau et une mécanisation agricole adaptée aux tailles des exploitations. Une deuxième phase de ce programme se profile pour consolider les acquis et recentrer cette coopération tripartite sur les nouvelles priorités du gouvernement à travers son programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture Sénégalaise (PRACAS).

Plus que jamais, la FAO est engagée avec ces partenaires à accompagner le gouvernement du Sénégal dans les grands défis et chantiers en cours, avec un accent particulier mis sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'emploi des jeunes en milieu rural. Parmi ces grands défis, se profile aussi la question de la résilience des communautés vulnérables aux crises récurrentes, pour sortir du cercle vicieux de l'assistanat et proposer à ces communautés une alternative à la pauvreté et la précarité. La politique des bourses de sécurité familiale lancée par le gouvernement en 2013 représente un formidable espoir pour les familles les plus vulnérables mais ne trouvera son plein essor qu'à travers une coordination forte et l'identification du dénominateur commun unissant les programmes existants visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. A l'instar du Brésil, un fichier unique de

Sommaire

Page 02

SUR LE TERRAIN | Un impact positif pour les producteurs et les élèves de Kédougou, bénéficiaires du projet conjoint PAA, Achat de produits Africains par les Africains

Page 05

INNOVATIONS | La réduction de la dépendance aux pesticides a été rendue possible grâce à une bonne utilisation de la gestion intégrée de la production, des déprédateurs et de la pollution.

Page 10

PERSPECTIVES | La FAO Sénégal accompagne l'Etat dans la mise en œuvre du PRACAS et du Plan Sénégal Emergent (PSE)

Page 12

EVÈNEMENT | Journée Internationale de la Femme 2014 : Le Représentant de la FAO Sénégal offre des bacs micro jardins poulaillers à des femmes productrices de légumes à Dakar, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme.

Page 19

AGENDA | Les rencontres de la FAO Sénégal (Ateliers, séminaires, meetings)

recensement des familles bénéficiaires une fois consolidé et généralisé sur l'ensemble du territoire permettra aux différentes parties prenantes de l'aide au développement de mieux cibler leurs interventions et d'apporter une réponse convergente au problème de la pauvreté. ■

Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal
Email : Vincent.Martin@fao.org





Le Représentant de la FAO (en chemise blanche à droite sur la photo) en entretien avec les bénéficiaires du projet PAA à Kédougou.

Un impact positif pour les producteurs et les élèves de Kédougou, bénéficiaires du projet conjoint PAA, Achat de produits Africains par les Africains

Le Représentant de la FAO a rencontré les bénéficiaires des projets dans la région de Kédougou, en marge d'une mission organisée par le Ministre de l'Education Nationale et le PAM le 4 février 2014 dans le cadre du programme des cantines scolaires. La visite de M. Martin visait à s'enquérir des résultats du projet PAA au Sénégal, un projet conjoint qui s'inspire de l'expérience « *faim zéro au Brésil* » avec l'objectif d'appuyer les petits producteurs et de garantir la sécurité alimentaire des populations, surtout les enfants. La mission de Kédougou qui comptait aussi un représentant de l'ambassade du Brésil au Sénégal, s'est tenue en prélude au forum international sur l'alimentation scolaire.

La visite a permis au Représentant de la FAO de rencontrer les bénéficiaires de la phase de consolidation du PAA au Sénégal qui sont les producteurs de riz de la communauté rurale de Bandafassi qui fait partie des trois Unions de la région de Kédougou appuyées par la FAO dans le cadre du projet PAA. Les deux autres Unions de la région ont également accueilli la mission de la FAO lors de cette visite de terrain.

Des résultats concrets avec une nette amélioration de la production de riz grâce aux dons de semences de la FAO aux petits producteurs

Le volet Appui à la production du projet, qui relève de la FAO, a porté ses fruits dans cette région de Kédougou avec les rendements de riz qui ont été

portés à 3 T/ha durant la phase de consolidation du PAA (contre 2.5 T/ha durant la phase pilote et 800 kg avant le démarrage du projet).

Cette bonne production a permis de mieux approvisionner les cantines scolaires et le Ministre et la délégation qui l'accompagnait, y compris les autorités locales et les populations bénéficiaires, ont tous salué la perti-

Dans la région de Kédougou, les rendements de riz ont été portés à 3 T/ha durant la phase de consolidation du PAA contre 2.5 T/ha durant la phase pilote et 800 kg avant le démarrage du projet.

nence et l'impact positif du projet sur les conditions de vie des bénéficiaires et sur l'amélioration de l'alimentation scolaire de la région.

Une visite des projets sélectionnés de la FAO dans la région de Kédougou

La mission s'est poursuivie après la visite conjointe avec les autorités, pour mieux s'enquérir des besoins des bénéficiaires de la FAO. Le suivi des activités a permis de collecter de bonnes nouvelles mais aussi de recueillir

les contraintes liées au bon déroulement du projet. Après des deux autres Unions bénéficiaires du PAA, à Dimboli (département de Kédougou) et à Dar Salam (département de Salemata), l'impact positif du projet a été salué par tous les bénéficiaires rencontrés par le Représentant qui a pu constater que les récoltes ont été bonnes cette année et que les sites de collecte visités ont déjà atteint les objectifs de collecte de riz paddy.

Le maraichage appuyé par la FAO, favorise la consommation de légumes dans les familles

Le Représentant de la FAO a profité de cette mission pour rencontrer les femmes qui ont été appuyées dans le cadre du projet OSRO/SEN/203/ financé par la Belgique. La FAO a mis en place 190 kilogrammes de semences maraîchères (tomate, oignon, piment, aubergine africaine, chou, gombo et laitue), 4 tonnes d'engrais chimiques (NPK et urée) et 2 320 unités de petit matériel à 80 Groupements de Pro-



Des bénéficiaires de la FAO avec leurs sacs de semences offerts dans le cadre du projet conjoint PAA.

motion Féminine (GPF). Ce projet a fortement contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales avec une importante production de légumes (237 tonnes). Une



Volet cantine scolaire soutenu par le PAM dans le projet conjoint PAA avec la FAO.



Une Séance de décortilage de riz avec la machine offerte par la FAO aux petits producteurs de Kédougou.

étude faite au niveau des périmètres maraichers a montré des pourcentages importants de productions autoconsommées par les populations toutes spéculations confondues, ce qui a non seulement amélioré la qualité nutritionnelle des aliments consommés par les populations particulièrement les enfants mais aussi augmenté le niveau de revenus des femmes regroupées dans les Groupements de Promotion Féminine (GPF).

Le FAO Sénégal à l'écoute des besoins des bénéficiaires du PAA

Au cours de cette mission de terrain, M. Martin a également enregistré certaines contraintes soulevées par les bénéficiaires du PAA dans la région, surtout celles liées aux équipements (semoir, tracteur pour le labour, etc.) et à l'enclavement des zones de productions ainsi que les difficultés de transport pour l'évacuation des productions agricoles. La délégation de la FAO a bien enregistré les problèmes soulevés par les bénéficiaires pour mieux envisager l'avenir de ce projet prometteur. Une deuxième phase de consolidation

du PAA est actuellement en cours au Sénégal après une phase test en 2012 qui a été concluante pour ce projet de la coopération sud sud qui a connu beaucoup de succès au Brésil dans la réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim. ■

Abdoulaye Thiam, Coordonnateur du projet PAA,
Email : Abdoulaye.Thiam@fao.org

Une importante production de légumes (237 tonnes) avec des pourcentages importants de productions autoconsommées par les populations.



Une bonne tenue des récoltes grâce à l'appui de la FAO pour le bénéfice des maraichers.

La réduction de la dépendance aux pesticides a été rendue possible grâce à une bonne utilisation de la gestion intégrée de la production, des prédateurs et de la pollution

L'utilisation de pesticides a affiché une baisse stupéfiante de 92 pour cent, et une meilleure connaissance des alternatives aux pesticides permet un gain de productivité de près de 35%, selon une nouvelle étude de la FAO publiée par la Société Royale de Londres. Selon un communiqué de presse publié par le siège de la FAO à Rome, la formation des agriculteurs aux techniques alternatives de lutte contre les ravageurs s'est avérée trois fois plus rentable qu'acheter et utiliser des pesticides de synthèse. La lutte intégrée contre les ravageurs s'applique à utiliser des approches respectueuses de l'environnement, telles que l'introduction d'insectes prédateurs bénéfiques, l'utilisation de bio pesticides naturels, ou encore l'adoption de pratiques culturales renforçant la santé et la résistance des plantes face aux attaques de ravageurs.

Un projet régional associant sept pays dont le Sénégal, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) par le biais du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par la FAO, avait montré sur la base d'études pilotes que des concentrations élevées de résidus de pesticides avaient été trouvées dans les eaux des périmètres irrigués, souvent consommées directement par les communautés locales. Cette même étude a aussi montré que les agriculteurs/trices des bassins des fleuves Sénégal et Niger manquent généralement de formation sur les bonnes pratiques agricoles et ne prennent pas en compte de nombreuses externalités liées à l'utilisation des pesticides.

Le programme de Gestion Intégrée de la Production et des Prédateurs (GIPD) de la FAO et Integrated Plant Protection Center (IPPC) de Oregon State University travaillent depuis quelques années sur le développement de modèles d'analyse des risques liés à l'utilisation des pesticides. La sensibilisation des acteurs passe par la définition d'une situation de référence sur l'utilisation des pesticides et des statistiques de production au niveau paysan, ce qui a été établi par Oregon State University (OSU) avec le Centre de Protection Intégrée des Plantes et le laboratoire de chimie pour l'appui à l'introduction d'une méthode d'échantillonnage passif.



Apprentissage de l'utilisation des pesticides dans le cadre d'un champ Ecole Paysan.

Un atelier régional avait alors été organisé à Dakar en février 2014, portant sur l'analyse des risques liés à l'utilisation des pesticides dans les périmètres irrigués dans les vallées des fleuves Niger et Sénégal. Une cinquantaine de participants en provenance des sept pays impliqués dans la mise en œuvre du projet : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal avaient pris part à cette rencontre. C'est à la suite de cet atelier régional que la Société Royale a publié trois documents co-financés par le projet régional associant ces pays avec les résultats annoncés portant sur des Champs

Ecoles Paysans (CEP) qui forment les agriculteurs aux méthodes alternatives de lutte contre les ravageurs et qui sont parvenues à quasiment éliminer le recours aux pesticides toxiques au sein d'une communauté de cultivateurs de coton au Mali. ■

Makhfousse Sarr, Coordonnateur du projet GIPD,
Email : Makhfousse.Sarr@fao.org



©COM FAO SN

Observations dans une parcelle de tomates au cours d'un Champ Ecole Paysan (CEP).

La FAO renforce le pouvoir des femmes et des jeunes au niveau des Clubs d'Ecoute Communautaires (CEC) dans la vallée du fleuve Sénégal

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en place vingt-quatre clubs d'écoute communautaires (CEC) dans la vallée du fleuve Sénégal, dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme intitulé « *Gestion intégrée de la production, des prédateurs et de la pollution* » (GIPD). Avec les CEC, « *les femmes et les jeunes s'impliquent davantage dans la vie économique et sociale de leur communauté et contribuent ainsi davantage à l'objectif de développement* », selon Ibrahima Hama, expert régional de la FAO pour le projet FAO-Dimitra.

Les « *clubs d'écoute Dimitra de la FAO* », partent d'une approche innovante et participative qui vise l'autonomisation des populations rurales, surtout les jeunes et les femmes. Pour Eliane Najros, la Coordonnatrice du projet Dimitra à Rome, « *Les clubs sont des espaces de communication sensibles au genre qui contribuent largement au renforcement des pouvoirs des populations rurales, des femmes et des jeunes en particulier. Il ne s'agit pas d'un simple outil de communication mais bien d'un vecteur de développement endogène au niveau communautaire* ».

Une approche participative est adoptée au niveau des CEC pour permettre aux membres (femmes, hommes et jeunes) d'avoir accès à des informations pertinentes qu'ils ont eux-mêmes choisies, d'échanger et d'agir sur les sujets qui les intéressent. Les membres et leurs communautés s'approprient le processus, le rendant plus durable et voient ainsi leurs capacités et leur leadership renforcés.

Une collaboration réussie entre Champs Ecoles Paysans (CEP) et Clubs d'Ecoute Communautaire

(CEC) est en train d'être expérimentée au Sénégal, au Niger et en Mauritanie, les deux approches se renforçant mutuellement. Selon l'expert régional de la FAO « *les clubs de la vallée du fleuve connaissent un grand succès au Sénégal et vont prochainement s'étendre à la région de Tambacounda* », dit-il. M. Hama a aussi souligné le rôle joué par les radios communautaires et les outils modernes de communication comme le téléphone portable pour le bon fonctionnement des clubs.



©COM FAO SN

Séance de discussions dans un Club d'Ecoute Communautaire (CEC).

Par ailleurs, les clubs d'écoute FAO-Dimitra existent actuellement au Burundi, au Ghana, au Niger et dans plusieurs provinces de la RDC. Le partenariat avec d'autres acteurs de développement, dont les agences des Nations unies, est au cœur de la démarche et des résultats satisfaisants de bonnes pratiques ont été obtenus dans le cadre des CEC. Au Niger, les clubs d'écoute Dimitra ont permis de multiples collaborations, notamment avec UNICEF (bonnes pratiques familiales essentielles) et UNFPA (Ecole des maris et accès aux soins de santé pour les femmes et à la santé de reproduction). Dans le cadre d'un programme conjoint (sur l'autonomisation économique des femmes rurales) avec le FIDA,

La FAO a mis en place vingt-quatre clubs d'écoute communautaires (CEC) dans la vallée du fleuve Sénégal, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de « Gestion intégrée de la production, des déprédateurs et de la pollution » (GIPD). Une collaboration réussie entre Champs Ecoles Paysans (CEP) et Clubs d'Ecoute Communautaire (CEC) est en train d'être expérimentée au Sénégal, au Niger et en Mauritanie.

le PAM et ONU-FEMMES actuellement mis en place, d'autres aspects, tels santé/nutrition seront abordés. Dans les provinces du Sud Kivu, du Katanga et Province Orientale en RDC, des collaborations ont été établies en matière de santé, sur la santé, la nutrition, le VIH/SIDA et les violences sexuelles avec la GTZ-Santé, ONU-FEMMES, le PNUD, le FIDA ou encore UNFPA. D'autres agences, comme l'OMS au Sénégal qui a exprimé son intérêt pour cette expérience innovante en décidant de « suivre la mise en place de ces

clubs au niveau du Sénégal et voir comment amener leurs membres à profiter au mieux des services offerts dans le domaine de la santé ».

De nombreuses publications illustrent les expériences qui ont été mises en œuvre dans les CEC et sont accessibles sur le site suivant : www.fao.org/dimitra ■

Aminata Touré Sagna, Chargée de Communication,
Email : Aminata.Toure@fao.org



FENÊTRE SUR L'AGRICULTURE

Les séminaires débats des acteurs sénégalais



Deuxième édition de Fenêtre sur l'agriculture : l'emploi des jeunes, un sujet d'intérêt pour tous

Le thème de la deuxième édition des rencontres thématiques organisées par la FAO et l'IPAR sur « *Emploi des jeunes et Agriculture au Sénégal* » a mobilisé près d'une centaine de participants, vendredi 24 janvier 2014 à la salle de conférence du PNUD, à l'immeuble des Nations Unies aux Almadies. Cette deuxième « *Fenêtre sur l'agriculture* », un espace de débats des acteurs sénégalais, s'est faite en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs civiques. Des participants représentant les ministères de l'emploi et de l'agriculture, les instituts de recherche (CRES, IPAR, ISRA ...), les représentants des Institutions du Système des Nations Unies (FAO, FIDA, ONUDI, OIM), des membres de la société civile dont les organisations paysannes et des ONG internationales, les autorités locales, des partenaires techniques et financiers ainsi que la presse nationale et internationale, ont mené des échanges fructueux durant toute une matinée avec des témoignages édifiants sur la situation de l'emploi des jeunes et les perspectives pour mieux les inciter vers les filières de production, dans le but de faire de l'agriculture le moteur du développement avec des propositions concrètes d'emplois pour les jeunes.

Un dialogue participatif a donc mis autour d'une même table différents acteurs pour faire l'état des lieux des principaux défis et contraintes liés à l'emploi des jeunes dans le secteur agricole. Une diversification dans le choix des panélistes qui, au vu de leurs différentes expériences, étaient largement à la hauteur de la qualité des débats, a facilité la modération

de cette rencontre et donné une bonne satisfaction aux différents participants sur le contenu des sujets abordés.

Quatre allocutions ont introduit les débats. Mr Vincent Martin, le Représentant de la FAO au Sénégal a souligné que la jeunesse de la population au Sénégal est un formi-

dable levier pour le développement économique du pays, à condition qu'elle soit accompagnée. Pour le Directeur exécutif de l'IPAR, Mr Cheikh Oumar BA, l'organisation de cette rencontre se situe dans le contexte de la Conférence Internationale de l'emploi des jeunes, prévue du 28 au 30 janvier 2014 à Dakar. Il a également rappelé l'importance de



Le modérateur de la rencontre, Eric Hazard, Oxfam Afrique de l'Ouest, devant des participants très intéressés par le sujet.



Une vue des intervenants lors de la deuxième édition de Fenêtre sur l'agriculture sur l'emploi des jeunes et agriculture.

la question de l'emploi des jeunes et du défi structurel auquel le gouvernement doit faire face pour créer les 500 000 emplois promis dans le quinquennat du président Macky Sall. Le Représentant du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural, M. Abdourahmane Faye, et le Directeur de Cabinet du Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs civiques, M. Jean Pierre Senghor, ont présenté les priorités de leurs ministères respectifs par rapport à l'emploi des jeunes.

Pour le ministère de l'agriculture, le débat présentait un double intérêt : sur le plan de l'agriculture et sur le plan de la formation des jeunes. Il a souligné que le Ministère de l'agriculture est doté d'un dispositif de formation des jeunes en agriculture, notamment pour les jeunes ruraux. Quant au Directeur de cabinet du ministère de la jeunesse, il a présenté le plan d'action mis en œuvre par le gouvernement pour répondre aux missions de son ministère, à savoir animer la jeunesse ; promouvoir l'emploi et promouvoir les valeurs civiques.

Le modérateur de la rencontre, Mr Eric Hazard, responsable de la Campagne Cultivons au sein d'OXFAM en Afrique de l'Ouest, a mis l'accent sur l'objet de la rencontre en soulignant qu'il s'agissait d'échanges sur le thème de l'emploi des jeunes et de l'agriculture avec comme question force : Ce que peut offrir la société sénégalaise comme modèle. Il a eu l'honneur de présenter les trois panélistes dont les témoignages ont apporté beaucoup d'enseignements aux participants, rehaussant de fait la qualité des débats avec beaucoup d'échanges porteurs.

Les trois panélistes, le représentant du gouvernement, M. Senghor Directeur de Cabinet du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs civiques, le directeur de recherche de l'IPAR, le Dr Ibrahima Hathie et M. Bagoré Bathily, Directeur Général de la laiterie du Berger, ont abordé les questions clés suivantes :

- Comment les politiques actuelles répondent-elles aux enjeux et quels sont les liens entre la politique agricole du Sénégal et la politique de l'emploi ?

- Quel rôle les jeunes peuvent-ils jouer et quelles dispositions devraient être mises en œuvre pour qu'ils jouent un rôle dans l'atteinte de la souveraineté alimentaire au Sénégal ?
- Quels sont les blocages qui empêchent l'insertion des jeunes dans le monde du travail et celui de l'agriculture en particulier ?

Cette seconde édition de « Fenêtre sur l'agriculture » s'est terminée avec la reconnaissance de l'existence de plusieurs dynamiques en cours qui doivent être mises en cohérence pour répondre dans le long terme au défi de l'emploi des jeunes. La FAO, l'IPAR et l'ensemble des partenaires présents à la réunion s'emploieront donc à accompagner et à soutenir le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs Civiques dans cette démarche et aussi à favoriser des approches multisectorielles au niveau du gouvernement visant à relever le défi de l'emploi des jeunes en milieu rural. ■

Aminata Touré Sagna, Chargée de Communication,
Email : Aminata.Toure@fao.org



Ministère de l'Agriculture
et de l'Équipement Rural



La FAO Sénégal est engagée pour accompagner l'Etat dans la mise en œuvre du PRACAS et du Plan Sénégal Emergent

Le Représentant de la FAO au Sénégal, Vincent Martin, a représenté le Directeur Général de la FAO au lancement du « Plan Sénégal Emergent » lors du Groupe Consultatif de Paris le 24-25 Février 2014. Des retombées positives ont été tirées du travail colossal accompli par le gouvernement pour présenter ce cadre de développement économique à l'ensemble des partenaires au développement et au secteur privé. L'agriculture occupe une place de choix dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), qui représente la version accélérée de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES) et vise à porter le taux de croissance économique à 7% au moins.

Le Plan Sénégal émergent traduit la vision politique du Chef de l'Etat de faire du Sénégal un pays prospère soutenu par une croissance économique forte et durable dans un souci d'équité sociale et de réduction des inégalités. Le volet agriculture du PSE est orienté autour du Programme d'accélération de l'agriculture Sénégalaise (ou PRACAS) porté par M. le Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural, le Programme National de Développement de l'Élevage (PNDE) Sénégalais porté par Mme la Ministre de l'élevage, et d'autres programmes ayant trait à la pêche et à l'aquaculture.

Dans le cadre de la préparation du groupe consultatif, le Représentant de la

FAO au Sénégal a eu à travailler étroitement avec le Ministre de l'Agriculture et son équipe pour revoir les documents d'accompagnement du PRACAS, améliorer sa visibilité, et mobiliser, autour de ce programme, les partenaires techniques et financiers (PTFs) agissant dans le domaine du développement rural et la sécurité alimentaire.

Durant la rencontre de Paris, M. Martin a eu l'opportunité de faire une allocution au nom de la FAO devant le Président de la République du Sénégal, le Ministre de l'Economie et des finances, les Ministres du gouvernement présents au GC et l'ensemble des PTFs. Les promesses d'engagements des PTFs lors de la première journée ont dépassé de

loin les espérances des organisateurs en doublant le montant qui devait être mobilisé (le Sénégal a pu mobiliser 3729.4 milliards de FCFA sur les 1853 milliards qui étaient recherchés).

La FAO continuera, au-delà de cette importante consultation de Paris, à accompagner le Ministre de l'Agriculture dans le renforcement et la mise en place du PRACAS sur le terrain, notamment de son volet riziculture. Pour le volet élevage, des projets pilotes seront mis en place pour appuyer la Ministre de l'élevage afin de redonner toute sa valeur à ce secteur dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. ■

Aminata Touré Sagna, Chargée de Communication,
Email : Aminata.Toure@fao.org

Lancement de la stratégie Sahel 2014 : la contribution de la FAO Sénégal

Le lancement du Plan de Réponse Stratégique humanitaire pour le Sahel 2014-2016 s'est fait le 14 février 2013 à Dakar en présence de plusieurs chefs d'agence du Système des Nations Unies ainsi que des partenaires techniques et financiers qui avaient massivement soutenu le Sénégal lors de la crise alimentaire et nutritionnelle en 2012. Le Sénégal, à l'instar des autres pays du Sahel est confronté à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, touchant ainsi des milliers de personnes victimes de ces chocs récurrents, et cela en dépit des efforts du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers.

Le Bureau régional de la FAO pour la Résilience, les Urgences et la Réhabilitation en Afrique de l'Ouest/Sahel (REOWA) a organisé à Dakar une réunion d'information sur la composante FAO 2014 du Plan de Réponse Stratégique inter-agences au Sahel 2014-2016. Cette réunion a fait suite au lancement global de cet Appel au Siège de la FAO à Rome le 2 février 2014.

La FAO a ainsi présenté aux bailleurs de fonds les besoins urgents des populations agro-pastorales affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel en 2014, ainsi que son programme de réponse dans les pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad.

Cette réunion a été présidée par M. Dominique Burgeon, Directeur de la Division des urgences et de la réhabilitation de la FAO, qui était alors en visite à Dakar. M. Robert Piper, Coordinateur Régional Humanitaire pour le Sahel, et Mme Bintou Djibo, Coordinatrice des Nations Unies au Sénégal, ont également participé à cet évènement. Par ailleurs et à l'occasion de cette réunion, M. Luca Russo, de la Division du développement économique agricole de la FAO, a présenté l'approche de la FAO en matière de mesure de la résilience.

L'insécurité alimentaire est toujours présente dans le Sahel

En 2014, on estime que 20,2 millions de personnes - soit une personne sur sept - souffrent d'insécurité alimentaire

au Sahel. Parmi elles, en janvier 2014, plus de 2,5 millions avaient besoin d'une assistance d'urgence en matière d'aide alimentaire et de protection des moyens d'existence. Ce nombre est appelé à augmenter à l'approche de la période de soudure, ainsi qu'avec les déplacements de population liés à l'insécurité en République centrafricaine et au nord du Nigeria. Afin de répondre à ces besoins urgents, la FAO propose en 2014 une série d'interventions immédiates dont le montant s'élève à 115 millions de dollars E.U. au niveau régional.

Focus sur le lancement de Dakar

Le lancement de Dakar, selon la Coordinatrice du Système des Nations Unies à Dakar, représente une opportunité additionnelle à celle de Rome et de Genève et est également un moment privilégié de plaider, vu la présence au Sénégal de plusieurs missions diplomatiques, institutions internationales, des Ongs internationales et des bureaux régionaux du SNU. Mme Bintou Djibo affirme que « ce lancement de Dakar revêt un caractère important compte tenu des enjeux et des défis d'ordre sécuritaires, climatiques et environnementaux, alimentaires et



Portrait d'une famille au Sahel.

nutritionnels, qui fragilisent de plus en plus l'espace Sahélien et les Etats qui le composent ».

Elle a remercié les partenaires techniques et financiers qui en 2012, ont fait preuve d'une solidarité exceptionnelle envers le Sénégal. « L'évènement qui nous réunit en ce jour est le fruit de plusieurs consultations nationales des 9 pays du Sahel », dit-elle. « En un temps relativement court, Monsieur le Coordonnateur régional humanitaire, vous avez pu grâce à votre engagement, galvaniser les équipes humanitaires des pays, apporter une nouvelle approche quant à la conception et la formulation des appels ce qui a permis de consolider une réponse cohérente, multisectorielle et structurée sur un horizon temporel de 3 ans pour le Sahel », a soutenu la Coordinatrice du Système des Nations Unies au Sénégal. ■

Harouna Soumaré, Consultant national agronome,
Email : Harouna.Soumare@fao.org



©COM FAO SN



Visite guidée du site du micro jardin par Mame Penda Diouf avec le Représentant de la FAO Sénégal, Vincent Martin.



Le Représentant de la FAO a offert des paniers de la ménagère

Le Représentant de la FAO Sénégal offre des bacs micro jardins poulaillers à des femmes productrices de légumes à Dakar, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme

À l'occasion de la célébration de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars 2014 sous le thème. « *Légitimité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous* », le Représentant de la FAO au Sénégal, M. Vincent Martin s'est rendu sur le site de micro jardin du Rond-Point de Liberté 6 à Dakar, le lundi 10 mars 2014. Le Représentant était accompagné par les femmes de la FAO Sénégal pour rendre hommage aux productrices de légumes dans le site du Rond-point de Liberté 6. Le projet de micro jardinage de la FAO financé par la coopération italienne avec la ville de Milan a appuyé 7 mille femmes bénéficiaires dans la ville de Dakar.

Le site de micro jardinage du Rond-Point de Liberté 6 regroupe 110 bénéficiaires qui produisent des légumes sains au profit des citoyens. Les femmes du projet de micro jardinage ont fait un label de leurs produits pour répondre à des besoins d'une alimentation saine avec des produits sains. Les femmes du site de Liberté 6 viennent d'horizons divers : mouvement des femmes catholiques, étudiantes, membres de centre de formation, et sont réunies pour atteindre le même objectif de produire des légumes frais et sains

dans les maisons et les espaces communautaires.

« *Le micro-jardinage est au cœur de l'alternative d'une agriculture familiale, d'une agriculture urbaine et périurbaine dans un contexte familial* », selon M. Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal, qui qualifie le micro jardinage de « *très beau* » projet pour les femmes. Le Fonds des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) accompagne les femmes sénégalaises à travers le micro-jardi-

nage, pour contribuer à leur autonomisation, affirme M. Martin.

Selon la Responsable du site de micro jardin du Rond-Point Liberté 6, c'est une activité qui a beaucoup de potentialités et l'intérêt serait d'arriver à faire un label de ces produits sains qui ont une réelle valeur nutritionnelle. Mame Penda Diouf, affectueusement surnommée « *Maman Africa* », a sillonné plusieurs pays d'Afrique et du monde, grâce à ce projet appuyé par la FAO pour bénéficier de formation



avec les produits frais de micro jardin aux femmes de la FAO.



La FAO et la Direction de l'Horticulture ont offert un bac microjardin poulailler aux femmes du micro jardin du Rond Point de Liberté 6.

lui permettant d'acquérir un savoir-faire avéré dans la production de produits sains au profit des citoyens. La technologie du micro-jardinage est simple et peu coûteuse, car consistant à cultiver des légumes sur des tables, des ustensiles de récupération, des caissons de poissons, bref, tous les conteneurs usagés en plastique ou en bois. Les micros-jardins peuvent être aménagés partout où il y a un espace ensoleillé d'au moins 6 heures de temps par jour, explique la Responsable du site. C'est ainsi que des familles peuvent s'adonner à l'activité agricole sur les terrasses, patios, ou cours de maison et produire ainsi des légumes de très bonne qualité pour leur propre consommation d'abord, sachant qu'elles peuvent revendre le surplus. Dans son site de Liberté 6, «Maman Africa» partage ses secrets avec son groupe de 110 femmes et elle insiste pour qu'on y associe les jeunes afin de pérenniser ce programme qui a de beaux jours devant lui.

Pour le Représentant de la FAO, les jeunes peuvent, via ce programme,

Dans son site de Liberté 6, « Maman Africa » partage ses secrets avec son groupe de 110 femmes et veut qu'on associe les jeunes afin de pérenniser ce programme qui a de beaux jours devant lui. Pour le Représentant de la FAO, les jeunes peuvent, via ce programme, devenir des modèles et accompagner les femmes à développer des business-modèles visant à asseoir des activités rentables.

devenir des modèles et accompagner les femmes à développer des business-modèles visant à asseoir des activités rentables. Au cours de la visite, M. Martin a offert gracieusement aux femmes du site de Liberté 6 et à titre symbolique, un bac micro jardin poulailler confectionné par la Direction de l'horticulture dans le cadre du partenariat avec l'Etat sur le programme micro jardins. Les bacs ont été lancés en 2011 par la Direction de l'horticulture pour améliorer les revenus des groupements de femmes qui s'activent dans cette activité. Avec ce cadeau fait aux femmes à l'occasion de la célébration du 8 mars, le Représentant de la

FAO voudrait les inciter à mieux et plus produire pour une bonne nourriture des familles et particulièrement des enfants, afin de garantir une bonne sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pour le directeur de l'Horticulture, Dr Macoumba Diouf, l'Etat est interpellé pour faire de sorte que ces outils qui peuvent contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire, puissent être accessibles à tous. Ces bacs présentent deux compartiments pouvant accueillir chacun 15 poussins, en plus de l'étage dédié au micro-jardinage. ■

Aminata Touré Sagna, Chargée de Communication,
Email : Aminata.Toure@fao.org

La FAO offre le « livret de l'éleveur » pour aider à l'identification des acteurs de l'élevage et de leur cheptel au Sénégal

Le « Livret de l'Éleveur » sera désormais un document de référence pour l'ensemble des éleveurs du Sénégal. Il s'agit d'un document individualisé dans lequel on trouve des informations sur l'identité de l'éleveur, mais aussi des données sur les effectifs de son cheptel, la prophylaxie et le suivi sanitaire. C'est une première au Sénégal et dans la vie de ce secteur pour un document qui renseigne également sur les activités et les performances de l'exploitation. L'atelier de validation du livret de l'éleveur organisé le lundi 10 février à l'Hôtel Ndiambour, par la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en collaboration avec le Ministère de l'élevage et des productions animales et le Conseil national des maisons des éleveurs (CNMDE), a mobilisé plusieurs acteurs, ce qui témoigne de l'importance du livret pour le secteur de l'élevage.



Le présidium de l'atelier, Ismaila Sow CNMDE, Le ministre Aminata Mbengue Ndiaye, Vincent Martin FAO et Ndane Diouf CESE.

Le président du Conseil national des maisons des éleveurs, Ismaila Sow estime que le projet de Livret de l'éleveur constitue pour le CNMDE « un programme phare, dont la réalisation sera d'un apport significatif pour la traçabilité des activités de ses membres et leur contribution aux objectifs de sécurité alimentaire ».

A l'endroit du ministre de l'élevage, Mme Aminata Mbengue Ndiaye, il a expliqué que ses conseils avisés et l'accompagnement du gouvernement leur ont permis « d'être à l'abri avec un fonds de roulement aliment bétail de plus d'un milliard de francs CFA ». Il a également magnifié l'action du ministre dans l'avènement du code pastoral tout en indiquant « une meilleure entente entre agriculteurs et éleveurs ». Le responsable des éleveurs a insisté sur « l'aide

massive apportée par la FAO au secteur de l'élevage » en demandant au Représentant de la FAO au Sénégal de transmettre ses remerciements au Directeur Général de l'Institution à Rome.

Pour M. Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal, l'adoption à grande échelle du Livret aura un impact direct sur l'amélioration des statistiques sur le secteur de l'élevage, avec en particulier la mise en place d'une base fiable et sécurisée de données permettant une meilleure définition des politiques d'élevage et une meilleure conception des programmes, tant pour les professionnels de l'élevage que pour les pouvoirs publics et les partenaires.

Pour M. Martin, « Ce produit pourrait, sans doute, être un vecteur important

permettant aux éleveurs de gagner la confiance de l'assurance agricole, fruit de la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale ».

Selon le Représentant, « cette belle initiative intéresse particulièrement la FAO dans la mesure où elle lui permettra de mieux cibler ses interventions dans le domaine de l'élevage pour l'accroissement des productions animales et des revenus des éleveurs, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre la pauvreté ».

Dans son intervention, le Ministre de l'élevage, Aminata Mbengue Ndiaye a soutenu que « Le livret de l'éleveur va également définir la qualité de membre des maisons d'éleveurs », ce qui permettra à terme à la structure de compter ses membres, de mieux les localiser et enfin de les organiser pour mieux les former et les servir. Le ministre a poursuivi sur l'intérêt des autorités publiques qui ont manifesté, une volonté politique très forte pour consentir d'importants efforts financiers et soutenir le secteur de l'élevage, porteur de croissance et de développement. « Faite en sorte que ce livret soit celui de l'ensemble des éleveurs », a exhorté Aminata Mbengue Ndiaye à l'ensemble des acteurs qui ont participé à cet atelier de validation du livret de l'éleveur. ■

Malick Faye, Expert en pastoralisme,
Email : Malick.Faye@fao.org

La FAO recommande le dialogue dans la gestion des terres au Sénégal

L'Organisation de Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a recommandé au Sénégal de promouvoir le dialogue entre les investisseurs, les agriculteurs locaux et les collectivités locales, en matière de gestion des terres. S'exprimant lors d'un atelier sur « *la gouvernance foncière au Sénégal* » tenue à Dakar au mois de mars dernier, Le Représentant de la FAO au Sénégal, Vincent Martin a préconisé « *le dialogue multi-acteurs* », dans ce domaine. L'objectif global de cet atelier national organisé du 12 au 14 mars 2014 par la FAO et Le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) du Sénégal, en partenariat avec le FIDA et l'IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale), était d'informer les acteurs et d'initier un dialogue sur les Directives et les initiatives régionales pour l'amélioration de la gouvernance foncière au Sénégal. Cet atelier de partage et de réflexion sur la mise en œuvre des « *Directives volontaires (DV) pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* » a bénéficié de l'appui financier de la France et de l'Italie.

La disponibilité de la FAO à partager avec le Sénégal son « *capital d'expériences et d'expertise pour une mise en œuvre coordonnée de toutes les initiatives sur la gouvernance foncière* » a été annoncée par M. Martin qui a aussi regretté le faible niveau d'accès des femmes à la terre. « *Elles constituent 70% de la main-d'œuvre paysanne, mais elles ne détiennent pas plus de 3% des terres* », a-t-il indiqué. La coordonnatrice de l'ONG Enda Pronat, Mariama Sow a plaidé pour la protection de l'agriculture familiale qui nourrit environ 60% de la population sénégalaise. « *Nous devons nous baser sur les exploitations familiales pour bâtir une agriculture viable* », a soutenu Mme Sow tout en souhaitant une formation soutenue des jeunes actifs dans ce secteur.

L'importance des questions foncières est au cœur des préoccupations du gouvernement et le Ministre de l'agriculture Pape Abdoulaye Seck a affirmé à l'ouverture de la rencontre que « *la gestion de la terre est et demeure une préoccupation dans le cadre de la construction d'une agriculture forte* ». Il a aussi rappelé que les exploitations familiales « *ont un rôle important à jouer dans l'atteinte d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable* ».

Pour la ministre de l'élevage, Aminata Mbengue Ndiaye, « *L'amélioration de la gouvernance foncière est une épreuve de longue haleine et demande l'engagement de tous les acteurs* »,

a-t-elle expliqué en indiquant que les directives volontaires n'ont pas un caractère contraignant.

Les Directives ont été préparées à travers un processus de consultation inclusif et transparent, initié par la FAO et finalisé lors des négociations intergouvernementales conduites par le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), auxquelles ont aussi pris part des représentants de la société civile, du secteur privé, du monde académique et de la recherche ainsi que des organisations internationales. Les Directives ont été approuvées officiellement par le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) lors de sa trente-huitième session spéciale, tenue à Rome, en Italie, le 11 mai 2012.

Les Directives ont depuis lors reçu une large reconnaissance durant les réunions du G8, du G20, de Rio+20, du 5^{ème} sommet des ministres de l'agriculture à Berlin et de l'Assemblée parlementaire

de la Francophonie. La FAO a promu la diffusion du document à travers 11 ateliers régionaux dont celui du Cameroun, du 4 au 6 décembre 2012, pour l'Afrique francophone. Plusieurs représentants sénégalais du gouvernement, de la société civile et du monde académique ont participé à cet atelier et/ou à l'atelier de consultation organisé en juin 2010, à Ouagadougou, au Burkina Faso.

L'atelier de Dakar a réuni plus d'une centaine de participants ayant une expérience, une expertise ou des responsabilités en matière de gestion et de gouvernance des régimes fonciers composés de représentants de l'État, des organisations paysannes, de la société civile, des privés, du monde académique et de la recherche, des médias et des partenaires techniques et financiers. ■

Aminata Touré Sagna, Chargée de Communication,
Email : Aminata.Toure@fao.org



©COM FAO SN



© COM FAO SN

Photo de famille de l'atelier final de la Coopération Sud sud avec la Chine.

Atelier final du programme de Coopération Sud-sud Chine-FAO-Sénégal et départ des coopérants chinois

Pour marquer la fin des activités du projet GCP/SEN/064/CPR, un atelier présidé par le Secrétariat Exécutif du Conseil National de la Sécurité Alimentaire (SE/CNSA), a été tenu le 11 mars 2014, à l'hôtel Onomo en présence de l'Ambassadeur de Chine, du Représentant de la FAO et du Gouverneur de la Région de Kaolack. Les différentes allocutions sont revenues sur les réalisations de la Chine dans le domaine de la sécurité alimentaire et les potentialités agricoles du Sénégal.

Le Représentant de la FAO a salué les progrès et réussites accomplis dans la mise en œuvre du Programme de Coopération avec la Chine. Cet accord est le résultat de la volonté commune du Gouvernement de la République Populaire de Chine et de la FAO, dans le cadre de l'Alliance Stratégique pour la CSS qui les lie.

Le SE/CNSA, principal acteur de la Coopération Sud Sud (CSS) avec la Chine

La CSS se traduit par l'appui au Gouvernement de la République du Sénégal dans ses efforts d'intensification, de

diversification et de modernisation de son agriculture au cours de la mise en œuvre de ses différents programmes, notamment le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNASA). Selon le représentant de la FAO, Ces résultats obtenus, grâce aussi à l'utilisation de technologies simples et adaptées aux capacités techniques et économiques des producteurs, sont bien transférables dans les pays en développement engagés dans le cadre de la CSS comme le Sénégal. Oui, le Sénégal est sur la bonne voie avec une volonté politique agricole magnifiée, dans le Programme Sénégal Emergent (PSE), par le Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise, (PRACAS).

Des conditions naturelles favorables pour l'autosuffisance en riz

Ce Programme a comme sous-basement le potentiel naturel dont le pays dispose : cours d'eau, terres arables, main d'œuvre, expertise et, dans l'agenda prescrit à l'horizon 2017, vise l'autosuffisance voire la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais d'une production de 1 600 000 T de riz paddy avec une contribution plus équilibrée de la Vallée du Fleuve Sénégal et des zones pluviales du Sud. Revenant sur le programme de la CSS Chine-Sénégal, le Représentant de la FAO s'est réjoui de l'exécution de la 1^{ère} phase qui a permis

Résultats de la Coopération avec la Chine :

1. AGRICULTURE

Zone de Dagana

- Technique de repiquage du riz pendant la saison des pluies (Variétés : Sahel 108 et le Sahel 134) : 9.047,3 à 10.081,2 kg/ha

Zone de Ndiaffate

- Riz pluvial (Fatick) : Rendement: 4,4 t/ha et 6,7 t/ha
- Micro-irrigation (culture maraîchère) Rendement :
Carotte : 45 kg/ha – 100 kg/ha
Tomate : 8 kg/ha – 25 kg/ha
Gombo : 16 kg/ha – 40 kg/ha

2. AQUACULTURE

Zone de Dagana

- Incubation de tilapia et poisson chat
- Fabrication d'aliment avec des produits locaux
- Etablissement de procédures normalisées d'exploitation de l'élevage du poisson chat
- Amélioration de la capacité de production d'alevins : 3000 alevins produits en 2012

des progrès notoire dans des domaines aussi variés que la riziculture, l'élevage, l'aquaculture. Il a par ailleurs mentionné l'organisation de deux voyages d'études en Chine de cadres de haut niveau de l'administration sénégalaise mais aussi d'homologues de terrain. Ils ont pu mieux appréhender la macro-politique, les expériences et les techniques de développement. En outre, Il y a eu des échanges d'expériences et d'appropriation de techniques innovantes éprouvées dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture au sens large.

Dans cette dynamique, la FAO demeure attentive et disponible pour faciliter la mise en œuvre d'une seconde phase du Programme afin de consolider les acquis, les leçons apprises mais aussi de revisiter des domaines agricoles et institutionnels prioritaires de l'heure. Ainsi,

une nouvelle phase de mise en œuvre, viendra contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté en milieu rural en améliorant durablement les conditions d'accès des groupes et des zones vulnérables à l'alimentation à travers l'augmentation de la production et de la productivité agricoles.

Le Représentant a terminé son allocution, en exprimant la profonde reconnaissance de la FAO, à la Chine pour le financement conséquent apporté au Programme de coopération Sud-Sud. Il a également félicité et remercié le Sénégal pour avoir accepté d'être partie prenante de cette coopération Sud-Sud en tant que pays bénéficiaire. Enfin, l'expression de cette gratitude est affichée pour l'ensemble des acteurs de mise en œuvre de ce programme au Sénégal notamment les équipes du Conseil National de Sécurité alimen-

taire et de l'expertise chinoise. Aux experts et techniciens chinois, qui ont quitté le Sénégal le 13 Mars le Sénégal, il leur a souhaité un bon retour dans leurs familles respectives.

La présentation des résultats lors des 2 années d'activités des coopérants chinois dans les régions de Kaolack, Louga et St. Louis a été suivie d'un débat fructueux, notamment les leçons apprises du programme terminé et les perspectives.

Une cérémonie de remise d'attestations pour services rendus, a honoré les 22 coopérants récipiendaires ainsi que leurs homologues Sénégalais. ■

[Ousseynou DIOP, Associé au Programme,](#)
Email : Ousseynou.diop@fao.org



Des récipiendaires recevant leurs attestations de l'Ambassadeur de Chine, du Coordonnateur du Projet à la FAO et du Secrétaire Exécutif du Conseil National de la sécurité alimentaire.

Une deuxième mission de l'ancienne ministre de l'action sociale du Brésil au Sénégal pour appuyer le Sénégal dans la construction d'une protection sociale durable

Dans le cadre de la Coopération entre le Gouvernement du Brésil et celui du Sénégal ; La FAO a favorisé une deuxième mission à Dakar ; du 19/02/2014 au 10/03/2014 ; de la consultante Mme Marcia Hélène Carvalho LOPES qui a été Vice-Ministre et Ministre du Développement Social et de la Lutte contre la Faim sous le magistère du Président Lula. Cette deuxième mission après une première du 22/11/2013 au 06/12/2013 ; avait pour objet l'articulation et l'intégration avec les autres politiques et programmes sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, comme l'agriculture familiale et les cantines scolaires.

Mme Lopès a profité de cette deuxième visite pour rencontrer plusieurs acteurs du gouvernement qui interviennent dans la protection sociale ; ainsi que les Institutions du SNU concernées. Elle a aussi rencontré les bénéficiaires ciblées par cette protection sociale que sont les populations vulnérables et les enfants des cantines scolaires. La protection sociale fait partie des priorités du gouvernement du Sénégal qui souhaite accompagner les plus démunis tout en mettant en place une stratégie pour les aider à sortir de la vulnérabilité. Dans cette optique ; Mme Lopès a formulé plusieurs recommandations ; inspirée du modèle brésilien « *faim zéro* » qui avait permis de sortir de la faim et de la pauvreté des millions de Brésiliens. Les conclusions de la mission de l'experte brésilienne ont été diversifiées suite à ses observations sur le terrain et devront contribuer à l'élaboration de la

stratégie de politique sociale de l'Etat. Les recommandations de la consultante du Brésil pourront être exploitées pour une meilleure protection des populations et elles sont formulées dans une approche participative et intégrée. Mme Lopès a demandé entre autres suggestions de :

- Consolider la décision de construire un Système National de Protection Sociale (SPS), exprimée dans un « *Plan d'Action Global de Protection Sociale du Sénégal* », impliquant les politiques sectorielles et transversales : la Santé, l'Éducation, l'Assistance Sociale, l'Habitat, l'Agriculture, l'Emploi, la Culture, l'Enfance, entre autres ;
- Renforcer l'idée de construire un Réseau National de Protection Sociale, en articulant et en intégrant

des politiques et des programmes prioritaires, avec un impact social mesurable, consistant et cohérent avec les besoins fondamentaux de la population, en particulier la plus pauvre. Il s'agirait de conduire peu de programmes, en visant la qualité et l'atteinte d'une masse critique de personnes vulnérables ;

- Mettre en place un Plan de Communication stratégique, avec des actions qui mobilisent la société pour se rencontrer et soutenir le SPS du Sénégal, en assurant la crédibilité et l'engagement des différents secteurs et instances du gouvernement et de l'administration ;
- Organiser un Séminaire International sur la Protection Sociale, en mobilisant des pays et des partenaires pour approfondir le thème, la conception, les défis et les possibilités, pour faire du Sénégal un pays de référence dans la lutte contre la faim, la pauvreté et pour la justice sociale ;

Un suivi de l'ensemble des recommandations de la consultante du Brésil a été laissé à l'appréciation des partenaires du Sénégal. L'accompagnement de la FAO au gouvernement du Sénégal dans la mise en œuvre de ces recommandations pourra être facilité lors de prochaines visites de Mme Lopès. ■

Abdoulaye Thiam, Coordonnateur du projet PAA,
Email : Abdoulaye.Thiam@fao.org



Mme Lopès a été reçue en audience par Mme Aminata Touré, Premier Ministre du Sénégal.

Conférences, séminaires, ateliers et réunions de la FAO et ses partenaires

Certains événements passés et à venir auxquels la FAO a été impliquée sont présentés dans cette rubrique pour une meilleure circulation et aussi un partage de l'information.

DEJA VU

- **Deuxième édition des rencontres thématiques « Fenêtre sur l'agriculture »**, les Rendez Vous de la FAO Sénégal et de l'IPAR avec leurs partenaires sur le thème : « **Emploi des jeunes et agriculture au Sénégal** », vendredi 24 janvier 2014, à la salle de conférence du PNUD « Almadies 1 », au 3^{ème} étage, PNUD immeuble Wollé Ndiaye. Cette rencontre s'est tenue se e tiendra en prélude à la Conférence Internationale sur l'emploi des jeunes prévue les 28 et 29 janvier 2014 à Dakar.
Contact : coba@ipar.sn | EHazard@oxfam.org.uk | Aminata.Toure@fao.org | Geraldine.Tardivel@fao.org
- Journée de restitution des résultats du suivi environnemental et de présentation des modèles d'évaluation des risques des pesticides sur la biodiversité et sur la santé humaine du projet régional « **Réduction de la dépendance en Polluants Organiques Persistants (POP) et autres produits agrochimiques dans les bassins des fleuves Sénégal et Niger à travers la gestion intégrée de la production, des déprédateurs et de la pollution** », le mercredi 29 janvier 2014, à l'hôtel Ndiambour, à Dakar, au Sénégal.
Contact : Makhfousse.Sarr@fao.org
- Réunion Comité Régional du Projet « **Réduction de la dépendance en POP et autres produits agrochimiques dans les bassins des fleuves Sénégal et Niger à travers la gestion intégrée de la production, des déprédateurs et de la pollution** » Exécuté par la FAO et Financé par le GEF, 29 et 30 janvier 2014 à l'Hôtel Ndiambour, Dakar.
Contact : Makhfousse.Sarr@fao.org
- **Atelier de formation initiale des communautés sur les systèmes d'alerte précoce pastorale**, du 4 au 6 février 2014, au Centre de Promotion et de Réinsertion Sociale de Linguère. Contact : Malick.Faye@fao.org
- Atelier de finalisation du livret de l'éleveur avec les présidents régionaux des Maisons des Eleveurs (MDE) dans le cadre du TCP/SEN/3402-composante 3 « **Appui à l'élaboration et à la diffusion du livret de l'éleveur** », du 7 au 8 février 2014, au Pôle de Recherches de l'ISRA à Hann, à Dakar, au Sénégal.
Contact : Malick.Faye@fao.org
- Atelier national de validation du livret de l'éleveur projet TCP/SEN/3402 composante 3 « **Appui à l'élaboration et à la diffusion du livret de l'éleveur** », 10 février 2014 à l'Hôtel Ndiambour à Dakar,
Contact : Malick.Faye@fao.org
- Ateliers de formation du système communautaire d'alerte précoce pastorale du projet OSRO/RAF/306/FIN « **Renforcement de la résilience des éleveurs vulnérables au Sahel** », du 18 au 20 février 2014 à Matam et du 21 au 23 février 2014,
Contact : Malick.Faye@fao.org
- Participation de la FAO Sénégal au groupe consultatif, Paris les 24-25 Février 2014,
Contact : Vincent.Martin@fao.org
- Atelier national de partage des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicable aux terres, aux pêches et aux forêts dans un contexte de la sécurité alimentaire nationale ; du 12 au 14 mars 2014 à l'Hôtel Ngor Diarama à Dakar,
Contact : coba@ipar.sn | Geraldine.Tardivel@fao.org | Aurelie.Bres@fao.org
- Atelier bilan GIPD coton à Tambacounda du projet GCP/RAF/482/EC: « **Contribuer à la compétitivité et à l'intensification durable des filières cotonnières par le renforcement des capacités en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD)** », du 19 au 20 mars 2014 ;
Contact : Makhfousse.Sarr@fao.org
- Atelier national sur les stratégies de gestion des risques pastoraux projet OSRO/RAF/306/FIN « **Renforcement de la résilience des éleveurs vulnérables au Sahel** », 24 et 25 mars 2014 à l'Hôtel Ndiambour, Dakar.
Contact : Malick.Faye@fao.org

A VENIR

- Troisième édition des rencontres thématiques « **Fenêtre sur l'agriculture** », les Rendez Vous de la FAO Sénégal et de l'IPAR avec leurs partenaires sur le thème : « **les pratiques agro écologiques et les semences durables** », mardi 18 mars 2014, à l'Hôtel Mamoune à Dakar.
Contact : coba@ipar.sn | Aminata.Toure@fao.org | Geraldine.Tardivel@fao.org
- **Atelier de lancement du Cadre de Programmation Pays (CPP)**, 29 avril à l'Hôtel Terrou bi, Dakar. Contact : Waly.Ndiaye@fao.org | Michael.Ngongji@fao.org | Aminata.Toure@fao.org
- **Atelier Régional de Formation sur la Prévention et la Gestion des Crises Pastorales**, 13-15 mai 2014, Hôtel Savana, Dakar.
Contact : abdouaziz.thioune@fao.org
- Quatrième édition des rencontres thématiques « **Fenêtre sur l'agriculture** », les Rendez Vous de la FAO Sénégal et de l'IPAR avec leurs partenaires sur le thème : « **Sécurité alimentaire et protection sociale : l'exemple du warrantage** ». mardi 27 mai 2014.
Contact : coba@ipar.sn | Leo.Alvin@fao.org | Christophe.Breyne@fao.org

LES NOUVEAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA FAO

La nouvelle FAO a des activités orientées vers cinq objectifs stratégiques pour mettre un terme à la faim et la pauvreté dans le monde.



1. Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition



2. Rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables



3. Réduire la pauvreté rurale



4. Favoriser la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires ouverts et efficaces



5. Améliorer la résilience des moyens d'existence face aux catastrophes

LE CADRE DE PROGRAMMATION PAYS (CPP) DU SÉNÉGAL

Le CPP constitue le cadre qui définit les priorités de la collaboration entre la FAO et le gouvernement du Sénégal pour la période 2013-2017. Trois domaines prioritaires ont été définis dans le CPP :

- Amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles
- Gestion durable et restauration des ressources naturelles et de l'environnement
- Renforcement du système de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles

Vos opinions sur cette lettre d'information nous intéressent, pour plus d'informations ou pour vos contributions, vous pourrez contacter Aminata.Toure@fao.org ou Mouhamed.Fall@fao.org



Représentation
au Sénégal

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAO Représentation au Sénégal
15, rue Calmette x rue Amadou Assane Ndoye | BP N° 3300 | Dakar, Sénégal
Tél. : (+221) 33 889 16 66 | Fax : (+221) 33 889 16 70 | E-mail : FAO-SN@fao.org

www.fao.org